

Inégalités : comment les 0,01% les plus riches ont pu tout rafler pendant la crise



Arme en diamants, création de la marque de luxe Swarovski.

La poignée de personnes disposant des plus hauts revenus a capté la plus grande partie de la création de richesses depuis le début de la crise. Cependant, les revenus concernés ne sont pas issus du travail mais du capital.



Avec [Nicolas Goetzmann](#)

Nicolas Goetzmann est Stratégiste Macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

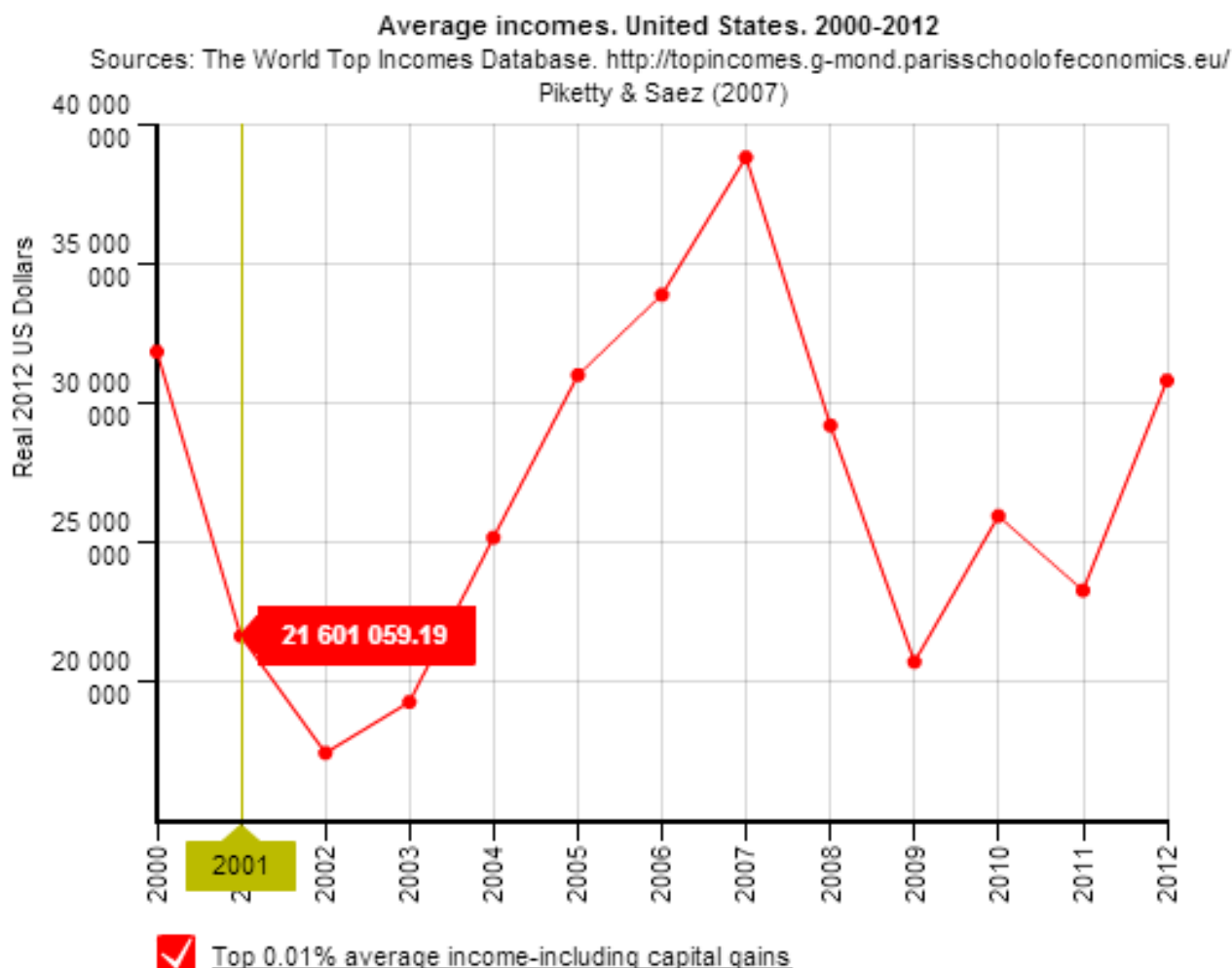
[Voir la bio en entier](#)

L'analyse des inégalités est en passe de devenir la tarte à la crème de celles et de ceux qui ne tolèrent plus grand-chose. C'est insupportable, les riches gagnent plus, toujours plus. Les ouvrages de référence en la matière ne manquent pas de nous informer que les deux guerres mondiales ont heureusement permis une redistribution des richesses. L'analyse historique fait rimer monde égalitaire et monde dévasté, l'accroissement des inégalités seraient le signe d'une certaine stabilité.

Pour en savoir plus, retrouvez le second épisode de notre série "Les riches, entre fantasmes et réalités" : [Pourquoi il est absurde de considérer comme les Pinçon-Charlot que les riches font le malheur des pauvres.](#)

Les 0.01% les plus riches, c'est à la dire la poignée de milliers de personnes disposant des plus hauts revenus,

ont capté l'immense partie de la création de richesses depuis la survenance de la crise. **L'analyse des revenus en question fait tout d'abord ressortir un fait assez clair, les revenus concernés ne sont pas issus du travail, mais du capital.** Le travail n'a pas la cote lorsque la croissance est à 0 et que le chômage culmine à ses plus hauts. Ce sont bien entendu les revenus de capitaux qui permettent à cette partie de la population de s'enrichir.

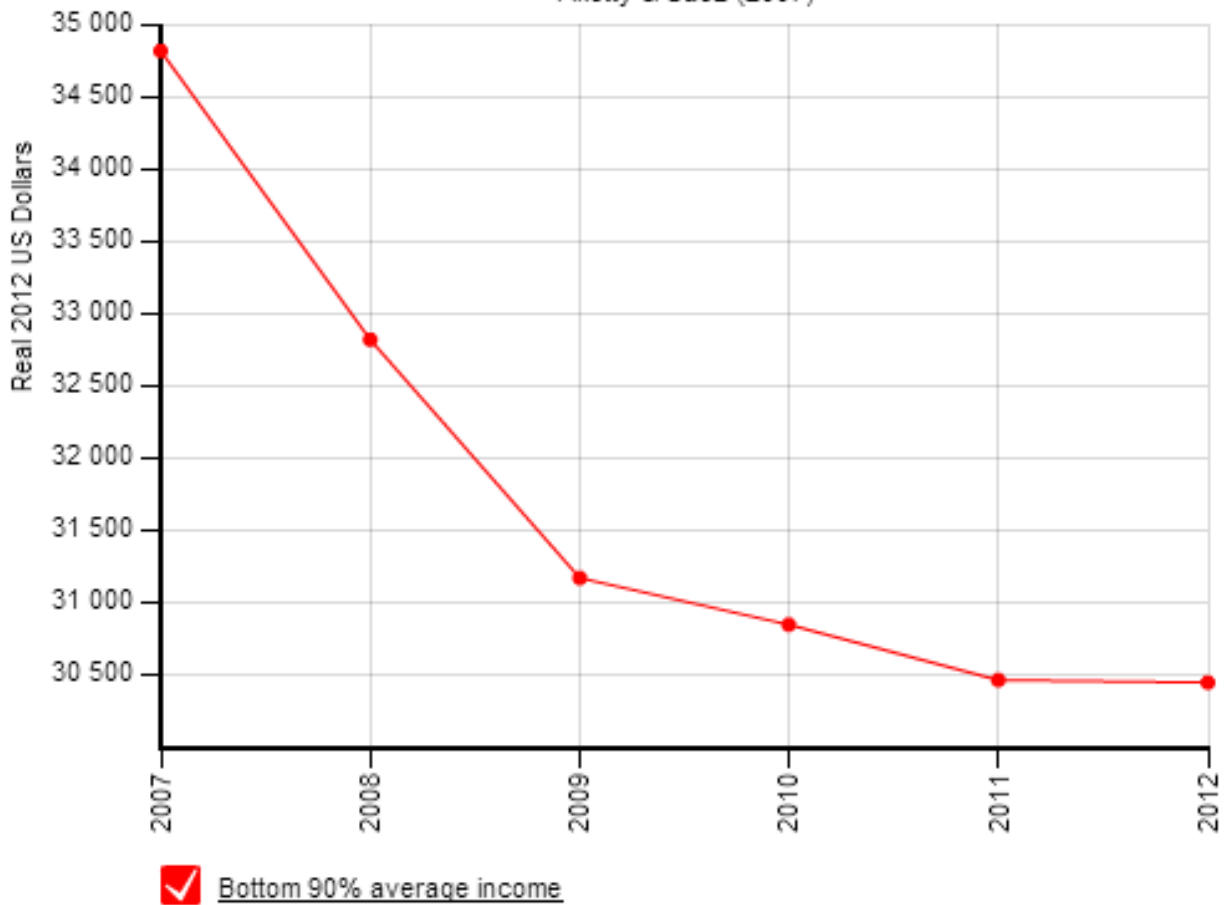


Et voilà comment ont évolué les revenus des 90% les moins riches :

Average incomes. United States. 2007-2012

Sources: The World Top Incomes Database. <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>

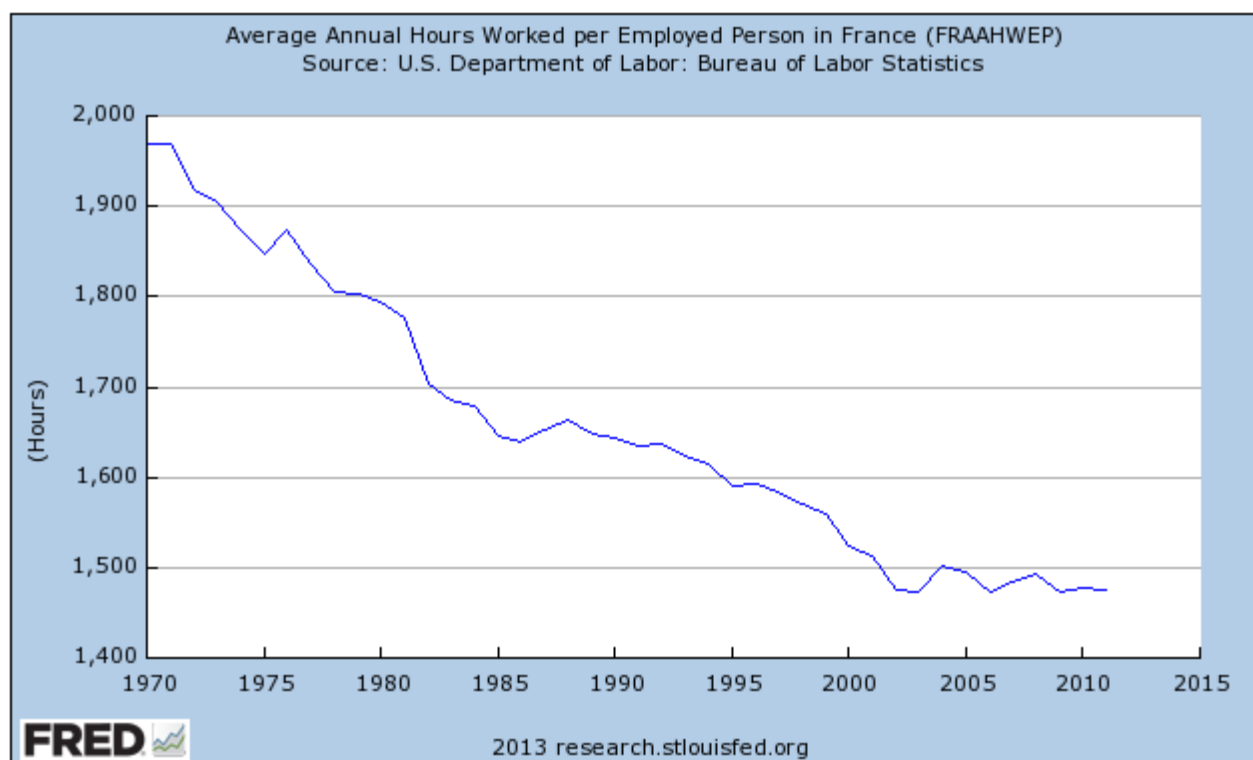
Piketty & Saez (2007)



Plus précisément, il s'agit des capitaux mobiliers, de la bourse, des capitaines d'industrie, ou héritiers de grands groupes cotés, dont le cours des actions varie chaque année de plusieurs dizaines de %. **Après avoir subi d'énormes pertes au cours de la crise, les personnes concernées ont vu leurs parts de capital se redresser de façon spectaculaire au cours de l'année 2012.** Bien que les données ne soient pas encore disponibles pour la France, il ne fait aucun doute que les 0.01% ont perçu une large part du gâteau, bien plus large que leur nombre pourrait le permettre dans un monde égalitariste.

Pour les Etats Unis, ces ultras riches ont vu leurs revenus progresser de près de 50% depuis 2009...mais ce après avoir subi une perte de 50% entre 2007 et 2009. Depuis les années 2000, les revenus des « ultra » n'ont en fait pas progressé. Les erratiques mouvements boursiers de ces 15 dernières années n'auront pas permis de progression réelle des revenus de cette catégorie de la population. Et pourtant nous ne parlons que d'eux, cela permet de masquer le réel scandale qui est celui du chômage.

Ce monde où 0.01% de la population capte une grande partie des richesses est un monde de stabilité des prix, un monde de déni où l'on travaille moins, où le travail a été dévalorisé par 30 années de politiques publiques. En France, depuis les années 70, une baisse de 30% des heures travaillées explique en partie la baisse des revenus liés au travail. Mais la cause principale repose sur politique monétaire basée sur la protection du capital (un objectif de stabilité des prix) qui vient compléter le phénomène. Ces deux causes paraissent mineures mais elles sont pourtant les deux réels moteurs de la divergence que nous connaissons actuellement.



Les inégalités sont inhérentes au capitalisme, qui n'est rien d'autre qu'une méthode de développement reposant sur la recherche de l'intérêt particulier. **Méthode cynique mais efficace qui aura tout de même permis à la pauvreté mondiale de chuter dans des proportions inédites au cours de la seconde moitié du XXe siècle et ce malgré l'explosion démographique.** Comme le rappelle le rapport 2013 de l'ONU, [Objectifs du Millénaire pour le développement](#), "la proportion des personnes vivant dans une extrême pauvreté a été réduite de moitié au plan mondial nous avons atteint la cible de réduction de la pauvreté avec 5 ans d'avance. Dans les régions en développement, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 47 % en 1990 à 22 % en 2010. Il y a eu environ 700 millions de personnes en moins vivant dans des conditions d'extrême pauvreté en 2010 qu'en 1990." Mais il est possible de restaurer une progression plus égalitaire des revenus. Parce que depuis les années 80, nous avons systématiquement privilégié le capital par rapport au travail. **Pour redresser la part de revenus destinée aux 99.99%, c'est-à-dire pour rééquilibrer le rapport entre travail et capital, il faudra envisager de bâtir une politique monétaire « égalitaire », aussi bien basée sur la « stabilité des prix » que sur la recherche du plein emploi.** Le privilège de la stabilité des prix est un arbitrage en faveur de l'un par rapport à l'autre. Le plein emploi n'est pas une utopie, c'est un choix politique. Et dès lors que ce plein emploi est atteint, les capacités de négociations salariales s'équilibrent. C'est à ce moment que l'opportunité de libéraliser le travail prendra tout son sens. De telles politiques publiques permettraient de restaurer un climat de « justice », mais elles ont l'inconvénient d'être d'obédiences libérales. **Taxer les riches reste la solution populiste par excellence.** Cette taxation est une punition, jetant le discrédit sur une très faible minorité, laissant croire insidieusement qu'elle est responsable de la pauvreté des autres. La responsabilité est ailleurs, elle est politique. C'est sans doute vendeur de taxer les riches, mais il est rare de régler un problème en s'attaquant aux conséquences plutôt qu'à ses causes.